



## Quartiers prioritaires de la MEL Regard des habitants sur leur cadre de vie

Plus de 207 000 personnes vivent dans les 26 quartiers prioritaires de la politique de la ville de la Métropole européenne de Lille. Moins diplômées comparées aux habitants de la MEL, elles s'insèrent plus difficilement sur le marché du travail et ont un revenu disponible plus faible. En outre, elles jugent leur cadre de vie plutôt précaire : mauvaise qualité du logement, difficultés à payer loyers et charges ou encore sentiment d'insécurité dans le quartier.

Laure Crusson, Adeline Roszak, *Insee Hauts-de-France*

Dans les Hauts-de-France, 199 quartiers sont éligibles aux contours des quartiers prioritaires de la ville (QPV) tels que définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. La Métropole européenne de Lille (MEL) en comprend 26 (figure 1) dans lesquels vivent 207 000 personnes, soit près d'un habitant sur cinq.

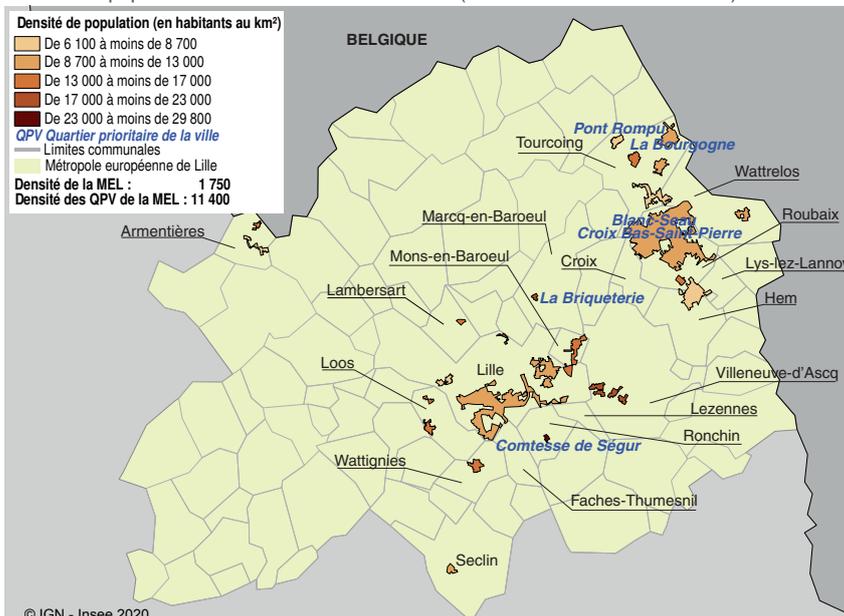
La superficie de ces QPV varie de 0,06 km<sup>2</sup> pour le plus petit, La Briqueterie à Marcq-en-Barœul, à 6,71 km<sup>2</sup> pour le plus étendu, Blanc Seau – Croix Bas Saint Pierre à Roubaix-Tourcoing. Avec plus de 70 000 habitants, ce dernier est le 3<sup>e</sup> QPV le plus peuplé de France métropolitaine derrière un QPV de la métropole de Marseille et un autre de la métropole du Grand Paris. Les QPV de la MEL sont en moyenne un peu moins densément peuplés que ceux de France métropolitaine : 11 400 habitants au km<sup>2</sup> contre 12 500. Le quartier de Comtesse de Ségur à Ronchin est toutefois 5 fois plus dense que celui de Pont Rompu à Tourcoing (29 800 habitants au km<sup>2</sup> contre 6 200) (figure 1).

### Une population plus jeune et moins insérée

Les QPV de la MEL abritent des populations encore plus jeunes que dans la MEL. Pour 10 personnes de 60 ans ou plus, 22 ont moins de 20 ans contre 14 dans

### 1 Une densité de population très variable entre les QPV de la MEL

Densité de population dans les 26 QPV de la MEL (en nombre d'habitants au km<sup>2</sup>)



Note de lecture : le quartier de Pont Rompu à Tourcoing est le moins densément peuplé avec 6 200 habitants au km<sup>2</sup>.  
Source : Insee, recensement de la population 2013.

la MEL. Ces quartiers concentrent par ailleurs des populations à bas revenu. Les ménages des QPV de la MEL disposent d'un revenu disponible (définitions) médian (13 650 euros par an) plus faible que dans la MEL (19 500 euros) et en France métropolitaine (20 300 euros) (figure 2). Il varie de 60 % du revenu médian de la MEL à 73 %, entre les quartiers de La Bourgogne et de Pont Rompu, tous deux à Tourcoing.

Moins fréquemment en emploi (41 % contre 56 % dans la MEL) et plus souvent en CDD ou en contrat d'intérim, les habitants des QPV de la MEL rencontrent des difficultés pour s'insérer sur le marché du travail du fait en partie de leur faible niveau de diplôme. Ainsi, plus des deux tiers d'entre eux ne possèdent pas le baccalauréat et près de la moitié n'ont aucun diplôme. Les femmes dans ces quartiers sont les plus

éloignées de l'emploi : seul un quart d'entre elles travaille contre la moitié des habitantes de la MEL. Enfin, les jeunes ni en emploi ni en formation sont également plus nombreux : 53 % contre 35 % dans la région.

## Des logements majoritairement collectifs et sociaux

Le parc de logements collectifs est moins développé dans la région du fait de son passé industriel. Dans la MEL, cela se traduit par la présence de maisons de ville de courée ou ouvrières. À l'échelle des QPV de la MEL, les logements collectifs restent toutefois majoritaires, mais de manière moins marquée qu'au niveau national (73 % contre 90 %). Cette forte présence des logements collectifs explique en partie que les logements dans les QPV soient en moyenne de plus petite taille que dans la MEL. Ils sont toutefois en adéquation avec la taille des ménages qui y vivent, à savoir plus souvent des personnes seules (41 % contre 24 % dans la MEL) et des familles monoparentales (14 % contre 7 %). On y trouve cependant une surreprésentation des familles de 5 personnes ou plus (11 % contre 8 %).

Avec deux ménages sur trois locataires d'un organisme social, soit près de 3 fois plus que dans la MEL, les logements sociaux sont très présents dans les quartiers prioritaires de la MEL. Les propriétaires ou accédants à la propriété ne représentent que 17 % des ménages contre 54 % dans la MEL.

## Une majorité de logements jugés inconfortables

Certains logements présentent des défauts d'isolation thermique, d'isolation phonique ou encore de qualité de l'air. Plus de la moitié des ménages des QPV de la MEL jugent que leur logement souffre d'au moins un de ces trois défauts. 31 % déclarent ainsi que leur logement est mal isolé thermiquement, soit 11 points de plus qu'au niveau national. L'écart est encore plus marqué en ce qui concerne l'isolation phonique où 37 % se déclarent mécontents, une proportion près de 3 fois supérieure à celle de France métropolitaine. Enfin, près d'un ménage sur cinq considère que son logement est en mauvais état (seulement 6 % au niveau national).

## 2 Un revenu disponible moindre dans les QPV de la MEL

Caractéristiques de la population et des logements sur différents territoires

Indicateurs	QPV MEL	MEL	QPV France métropolitaine	France métropolitaine
Revenu disponible (en euros€)	13 650	19 500	n.d	20 300
Indice de jeunesse	2,2	1,4	1,9	1,0
Part des logements collectifs (en %)	73	45	90	43
Part des logements de 5 pièces et plus (en %)	33	39	13	35
Part des logements du parc social (en %)	64	23	n.d	15
Part des ménages dont le logement a un problème d'isolation thermique (en %)	31	n.d	n.d	20
Part des ménages locataires ayant des difficultés de paiement pour le loyer ou les charges (en %)	31	n.d	n.d	4
Part des ménages souhaitant déménager (en %)	33	n.d	n.d	22
Part des ménages se sentant en insécurité dans leur quartier (en %)	13	n.d	n.d	6

n.d : non déterminé

Sources : MEL, enquête « suivi des bénéficiaires de la politique de la ville » (2018) ; Insee, recensement de la population 2015, enquête « cadre de vie et sécurité » (2018), enquête « logement » (2013), Filosofi (2015).

Du fait de plus faibles revenus, les habitants des QPV sont susceptibles de rencontrer des difficultés pour payer leur loyer ou leurs charges. Trois locataires sur dix déclarent ainsi y être confrontés, soit 7 fois plus que les locataires de France métropolitaine. De plus, 17 % des accédants à la propriété indiquent avoir eu des problèmes pour rembourser un prêt, soit 5 points de plus qu'au niveau national.

## Un ménage sur trois souhaite déménager

La majorité des habitants des quartiers prioritaires de la MEL souligne que leur quartier est bien desservi par les transports en commun et bien doté en commerces, établissements publics (écoles, mairies, centres communaux

d'action sociale) ou équipements sportifs et culturels. Ainsi, six sur dix font leurs achats sur place (alimentaires et spécialisés) et la moitié y pratique des activités de loisirs.

Un tiers des ménages indique pourtant vouloir déménager, soit 11 points de plus que la moyenne des ménages de France métropolitaine. Sept sur dix souhaitent déménager hors de leur quartier en espérant y « trouver une surface plus adaptée » et « un autre cadre de vie ». Sur ce dernier point, 62 % déclarent avoir subi au cours de l'année au moins une fois des incivilités, 17 % avoir été victimes d'un vol et 9 % d'une agression physique, des proportions toutes supérieures à celles observées au niveau national. ■

## Méthodologie

Les résultats de cette étude sont issus d'une enquête « Suivi des bénéficiaires de la politique de la ville » menée par la Métropole européenne de Lille auprès de plus de 2 000 ménages au cours du troisième trimestre 2018. Cette enquête a pour objectif de suivre dans le temps un panel de ménages vivant dans les 26 quartiers prioritaires de la politique de la ville. Le questionnaire comportait quatre domaines d'observation en plus des informations sur la famille : cadre de vie et logement, sécurité, emploi, éducation et santé.

Dans cette étude, les données de l'enquête sont comparées à des statistiques calculées à l'échelle de la MEL ou de France métropolitaine à partir des sources suivantes : le recensement de la population (millésimes 2013 et 2015), l'enquête « Logement » (2013), l'enquête « Cadre de vie et sécurité » (2018) et Filosofi (2015).

## Définitions

Le **revenu disponible** d'un ménage est la somme des revenus d'activité (nets des cotisations sociales), des revenus du patrimoine, des prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), moins les impôts directs.

Insee Hauts-de-France  
130 avenue du Président J.F. Kennedy  
CS 70769 59034 Lille Cedex

Directeur de la publication :  
Jean-Christophe Fanouillet

Rédacteur en chef:  
Hugues Lermecchin

ISSN 2494-3606  
© Insee 2020

Crédits photos :  
© Laurent Ghesquière

## Pour en savoir plus

- « [Un habitant de la MEL sur cinq vit au sein d'un quartier prioritaire](#) », *Insee Analyses Hauts-de-France*, n° 73, mars 2018
- « [Les conditions de logement en 2013](#) », *Insee Résultats*, n° 176, février 2016
- « [France, portrait social 2019](#) », *Insee Références*, novembre 2019

